



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°23 2024

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan** : Persistance des tensions commerciales entre l'Afghanistan et le Pakistan ;
- ❖ **Bhoutan** : Les flux migratoires, un enjeu structurel pour le Bhoutan ;
- ❖ **Inde** : Report probable de la baisse du taux directeur de la RBI ;
- ❖ **Népal** : Quatrième revue de la Facilité élargie de crédit (FMI) du FMI au Népal ;
- ❖ **Pakistan** : FMI - Accord des services du Fonds Monétaire International pour un nouveau programme de 7 Mds USD ;
- ❖ **Sri Lanka** : Poursuite de la reconstitution des réserves de change ;

À RETENIR

7 Mds USD

Montant du nouvel accord sous forme de facilité élargie de crédit conclu entre les experts du FMI et les autorités pakistanaïses, en attente de l'approbation du conseil d'administration du FMI.

Afghanistan

Persistance des tensions commerciales entre l'Afghanistan et le Pakistan

Malgré l'annonce de la prolongation de l'accord commercial et de transit entre Kaboul et Islamabad, les tensions commerciales entre les deux pays persistent en raison de l'augmentation des droits de douane imposés par le Pakistan, principal destinataire des exportations afghanes. Depuis le 15 juillet dernier, le Pakistan exige que les camions transportant des marchandises entre les deux pays obtiennent un permis de transit temporaire au préalable.

La Chambre de commerce Afghanistan-Pakistan a rapporté que les exportations afghanes de fruits frais, dont la saison est actuellement à son pic, ont été interrompues au cours des deux dernières semaines en raison de la hausse tarifaire et des nouvelles barrières mises en place. Khanjan Alokzay, directeur de la chambre, a souligné l'importance de développer des itinéraires alternatifs, notamment vers l'Inde, le Bangladesh ou encore la Russie, pour assurer la continuité et l'augmentation des exportations de fruits et légumes frais afghans.

Selon les commerçants afghans, chaque année à l'approche de la saison des exportations, le Pakistan augmente les taxes systématiquement. Cette année, les taxes ont été multipliées par six. Les années précédentes, les commerçants payaient 15 000 roupies pakistanaïses par tonne, mais désormais, le prix est passé à 60 000 roupies par tonne, entraînant une baisse considérable des exportations par rapport à l'année dernière.

Selon le ministère du Commerce et de l'Industrie par intérim, les échanges commerciaux entre l'Afghanistan et le Pakistan ont atteint 937 M USD au cours des cinq premiers mois de cette année, avec des exportations afghanes vers le Pakistan s'élevant à 294 M USD, soit une baisse de 32 % par rapport à la même période de l'année précédente.

La Chambre de commerce et d'investissement insiste sur la nécessité de résoudre les différends commerciaux entre les deux pays, soulignant que leur persistance est préjudiciable pour les deux parties.

Renforcement des liens commerciaux entre l'Iran et l'Afghanistan

Abdul Salam Javad Akhundzada, porte-parole du ministère a déclaré que les échanges commerciaux de l'Afghanistan vers l'Iran ont augmenté lors des trois premiers mois de l'année solaire en cours par rapport à l'année précédente. Les exportations de l'Afghanistan vers l'Iran du 20 mars au 30 juin 2024 (trois premiers mois de l'année solaire) étaient d'environ 16 M USD, tandis que les importations en provenance de l'Iran au cours de la même période s'élevaient à 740 M USD.

Dans le même temps, les médias iraniens ont fait état d'une augmentation de 123 M USD des exportations non pétrolières du pays vers l'Afghanistan au cours des trois premiers mois de l'année solaire en cours.

Les experts économiques considèrent l'Iran comme un partenaire économique et commercial important pour l'Afghanistan et estiment que l'augmentation des

échanges commerciaux et de transit avec l'Iran est bénéfique pour l'économie du pays. Le fait d'entretenir des relations économiques et stratégiques appropriées avec l'Iran facilite également l'utilisation du port de Chabahar. Selon les rapports, l'Afghanistan est reconnu comme un excellent marché pour les produits iraniens, et les négociants des deux pays s'efforcent d'augmenter le volume des échanges commerciaux, en particulier l'exportation de produits iraniens vers l'Afghanistan.

Progression de la mise en œuvre des projets en Afghanistan

Le ministère de l'Économie a annoncé quelque 227 projets de développement dans le budget de l'année budgétaire 1403, dont 72 nouveaux projets, tandis que le reliquat est reporté comme étant en cours et afférent aux années précédentes. Une majorité de projet est allouée au secteur des infrastructures. Plus précisément, il s'agit de 88 projets de construction, 50 projets de services, 33 projets d'infrastructure, 38 projets techniques et 18 projets de développement.

La Chambre des industries et des mines souligne la nécessité d'une coopération du secteur privé avec l'administration talibane pour lancer des projets économiques de grande envergure dans le pays, essentiels à la croissance économique et à la création d'emplois dans le pays.

Bhoutan

Les dépenses d'investissement et la mise en service de la centrale hydroélectrique Puna-II, moteur de la croissance de l'exercice 2024-25

Selon le rapport budgétaire 2024-25 publié par le gouvernement, le taux de croissance économique du pays devrait atteindre 8,9 % lors du prochain exercice 2024-25, et ce, principalement tiré par les revenus issus de la mise en service de la centrale hydroélectrique Puna-II d'une capacité de 1 020 MW. Cette mise en service devrait entraîner une croissance du secteur de l'électricité de 5,6 % en 2024 et de 28,9 % en 2025. De plus, les revenus du secteur de la construction devraient s'améliorer, et le secteur industriel devrait croître de 6,7 % en 2024 et de 17,7 % en 2025. Le dynamisme du secteur du tourisme, alimenté par la reprise progressive des arrivées de touristes internationales et régionales, contribuera également à cette croissance. En 2024, l'économie devrait croître de 6,3 %, contre une estimation de 4,5 % en 2023.

Pour l'année budgétaire 2024-25, le gouvernement a alloué l'équivalent de 1,1 Md USD pour la première année du 13^{ème} plan. Sur les 178 M USD du programme de stimulation économique, le gouvernement doit encore déboursier la première tranche de 29 M USD. Cependant, le rapport souligne des défis tels que les vulnérabilités liées au changement climatique et la faible productivité, qui freinent le potentiel de croissance du pays.

Les flux migratoires, un enjeu structurel pour le Bhoutan

Lors de son allocution du 4 juillet dernier, le Premier ministre bhoutanais, Dasho Tshering Tobgay, a souligné que les flux migratoires sortants des citoyens bhoutanais représentent l'un des principaux défis structurels pour le pays. À ce jour, environ 64 000 Bhoutanais, soit environ 9 % de la population, ont quitté le pays à la recherche d'un emploi et de meilleures opportunités économiques. Le taux de chômage a augmenté de 4,8 % en 2021 à 5,9 % en 2022, et celui des jeunes (15-24 ans) est passé de 21 % à 29 %.

Dans un contexte de croissance démographique de 1 % en 2021, la hausse du taux de chômage, encore inférieure à 12 % en 2019, est liée à une forte augmentation des jeunes actifs entrant sur le marché du travail, comme en Inde. En conséquence, les flux migratoires sortants se sont intensifiés, passant de moins de cinq cents personnes par mois avant la pandémie à plus de cinq mille depuis le début de 2023. Cet exode concerne principalement les populations les plus qualifiées, que le secteur privé n'est pas en capacité d'absorber.

Le Premier ministre a averti que cet exode présente des risques économiques considérables, tels qu'une récession, si la tendance se poursuit. Il a souligné l'importance du capital humain dans un pays de la taille du Bhoutan, notant que le départ de la main-d'œuvre qualifiée commence déjà à affecter l'économie de manière significative. Par exemple, les démissions d'enseignants ont gravement nui à la qualité de l'éducation, et la perte de médecins et d'infirmières a entraîné une détérioration des services de santé.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Report probable de la baisse du taux directeur de la RBI

Alors que les acteurs financiers attendent une baisse du taux directeur de la Reserve Bank of India (RBI) actuellement établi à 6,5 %, l'inflation des prix au détail, notamment alimentaire, devrait repousser l'échéance. En mai, l'inflation des prix de détail a en effet augmenté, à 4,75 %, et les prévisions pour juin sont proches de 5,0 %. Le gouverneur de la RBI a précisé qu'il était prématuré d'évoquer une baisse des taux d'intérêt tant que l'inflation restait au-dessus de l'objectif de 4,0 %. La RBI n'a pas modifié les taux depuis février 2023 et pourrait les maintenir inchangés jusqu'à la fin de l'année, marquant ainsi la plus longue pause depuis 2016.

Il a souligné que des réductions de taux nuiraient aux "déposants silencieux" et que la croissance des prêts bancaires dépasse celle des dépôts, qui reste faible. Le maintien des taux élevés est également soutenu par la croissance économique solide et les fondamentaux macroéconomiques stables de l'Inde, qui pourraient justifier une éventuelle amélioration de la notation par les agences internationales.

Croissance du marché de l'emploi en demi-teinte

Malgré l'une des croissances les plus fortes du monde depuis vingt ans, le chômage reste un problème majeur en Inde. La forte expansion des services et une industrie qui peine à décoller ont conduit à une croissance de postes hautement qualifiés laissant la majeure partie de la main d'œuvre indienne en dehors de la croissance économique. Cette main d'œuvre se trouve donc à près de 80% dans des postes informels.

Alors que l'une des promesses fortes du second gouvernement Modi en 2019 était la création de 20 M d'emplois par an, la Reserve Bank of India (RBI) vient de publier pour la première fois un rapport visant à mesurer l'emploi et la productivité de l'industrie. A travers ce rapport, la RBI annonce qu'entre 2017-18 et 2021-22, plus de 80 M d'emplois ont été créés, ainsi que 19 M en 2022-23 et 47 M en 2023-24. Alors que ce chiffre pourrait être une victoire pour le gouvernement étant au-dessus de l'objectif initial, le détail est à relativiser.

En effet, durant cette période, le Covid-19 a eu un impact particulier sur le marché du travail indien. Parmi citoyens qui ont perdu leurs emplois, beaucoup sont retournés dans leur village d'origine pour fuir un coût de la vie plus élevé mais aussi pour trouver du travail. Ainsi, en 2020-21, le secteur agricole a été exposé à la plus grande croissance en valeur avec 18 M de personnes additionnelles, devant la construction (4,8 M) et la santé (1,3 M). Or, ces nouveaux travailleurs ont intégré un secteur très peu rémunérateur au détriment d'autres secteurs plus productifs. Ils sont toutefois comptabilisés parmi les 31 M créés en 2020-21.

L'Annual Survey of Unincorporated Sector Enterprises (ASUSE) pour 2022-23 vient de paraître dans le but de mesurer l'activité des entreprises informelles dont 85% des entreprises sont des auto-entrepreneurs et les 15% restants emploient de la main d'œuvre. Entre 2015-16 et 2022-23, la Valeur Brute Ajoutée (VBA) s'est contractée de 0,5% par an. Ce recul, qui concerne majoritairement les auto-entrepreneurs conduit à une grande précarité. La VBA annuelle moyenne de ces auto-entrepreneurs est de seulement 125 000 INR (1 495 USD), soit 10 416 INR (125 USD) par mois, ce qui est moins que le salaire minimum dans la plupart des Etats.

Intervention de la ministre du Commerce et de l'Industrie

A l'occasion d'une rencontre avec la Fédération des industries et des Chambres de Commerce indiennes, la ministre du Commerce et de l'Industrie, Piyush Goyal a annoncé vouloir développer le secteur industriel à travers une revue de la législation. L'objectif est de stimuler la recherche et le développement, le marché des véhicules électriques et plus généralement la production indienne à une période où les investissements étrangers sont au plus bas.

L'industrie indienne souffre d'un manque de formalisation de ses entreprises. L'un des principaux freins à cette formalisation réside dans le nombre de lois auxquelles celles-ci doivent se plier lors de cette transition. En moyenne, une entreprise de l'industrie manufacturière de plus de 150 salariés s'expose à 500 plaintes par an d'après l'Observer Research Foundation (ORF). En ce sens, le gouvernement souhaite actualiser les lois désuètes afin de soutenir le secteur.

La ministre s'est également exprimée sur la politique commerciale de l'Inde. Elle a mentionné que les premiers signaux envoyés par le nouveau gouvernement travailliste au Royaume-Uni étaient très encourageants pour la signature prochaine d'un accord bilatéral de libre-échange. Elle a également rappelé les effets bénéfiques sur les exportations et l'emploi de l'accord de libre-échange récemment signé avec la zone AELE (Islande, Liechtenstein, Suisse et Norvège). Pour rappel, ce dernier intègre des engagements d'investissements pouvant atteindre 100 Mds USD

Maldives

Revue à la baisse des prévisions de croissance

Le Ministère des finances a annoncé une révision à la baisse de sa prévision de croissance pour l'année 2024. Initialement estimée en octobre 2023 à 5,5% dans le cadre de la présentation du budget, la croissance 2024 est désormais projetée à 4,9% (pour mémoire la croissance s'est élevée à 4% en 2023). Le ministère des finances explique cette révision par une activité moins forte que prévue dans les secteurs du tourisme (qui représente environ 25% du PIB), de la construction (qui représente environ 4% du PIB) ainsi que des transports et communications (12% du PIB). Ce léger ralentissement serait induit par les réformes en cours du système de subventions publiques sur plusieurs produits qui va affecter la demande, par la baisse du programme d'investissement public dans un contexte de pression sur les finances publiques et enfin par la part plus importante du tourisme dans les maisons d'hôte par rapport aux resorts (complexe hôtelier haut de gamme) dont les tarifs sont nettement plus élevés. Sur la période 2025-2027, le Ministère des finances prévoit une croissance annuelle moyenne de 5,8%, qui serait tirée notamment par l'ouverture début 2025 du nouveau terminal de l'aéroport de Male.

Népal

Quatrième revue de la Facilité élargie de crédit (FMI) du FMI au Népal

Le 9 juillet dernier, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu la quatrième revue de la Facilité élargie de crédit (FEC) pour le Népal, autorisant les autorités à retirer l'équivalent de 31,4 millions de DTS, soit environ 41 MUSD. Cela porte le total des décaissements au titre de la FEC pour le soutien budgétaire du Népal à 188,3 millions de DTS, soit environ 247,7 MUSD.

Le Népal a progressé dans la mise en œuvre de ce programme, ce qui a permis d'atténuer l'impact de la pandémie et des chocs mondiaux sur l'économie, de protéger les communautés vulnérables et de préserver la stabilité macroéconomique et financière. Cependant, malgré des perspectives plus favorables, la reprise économique demeure fragile. La croissance, prévue à environ 3 % pour l'exercice 2023-2024, reste en deçà de son potentiel en raison de faibles dépenses d'investissement.

L'instabilité politique pourrait également perturber la continuité des politiques et la mise en œuvre des réformes. En outre, l'intensification des vulnérabilités du secteur financier, comme l'augmentation des prêts non productifs ou les faillites de coopératives financières, pourrait compromettre la solidité du système bancaire. Au Népal, des millions de petites et moyennes entreprises (PME) dépendent de ces coopératives, et leur faillite pourrait affecter non seulement l'économie, mais aussi l'harmonie sociale du pays.

Sur le plan extérieur, les prix élevés des produits de base pourraient ralentir la reprise dans les secteurs à forte consommation d'énergie. De plus, le Népal reste l'un des pays les plus vulnérables aux catastrophes naturelles.

Le rapport prévoit une reprise de l'activité économique pour l'exercice 2024-2025, avec une croissance attendue de 4,9 %, proche du potentiel de croissance du pays, soutenue par une demande intérieure plus forte et des investissements stratégiques dans les infrastructures. L'orientation accommodante de la politique monétaire, l'augmentation prévue des dépenses d'investissement dans le budget de l'exercice 2024-2025, la production supplémentaire d'hydroélectricité et la hausse continue des arrivées de touristes devraient stimuler la demande intérieure et la croissance.

Les réserves de change continuent d'augmenter, atteignant 12,7 Mds USD en janvier 2024, soit l'équivalent de neuf mois d'importations, permettant d'éviter le recours à des mesures de contingence sur les importations. Par ailleurs, l'inflation devrait rester en deçà du plafond de 5,5 % fixé par la Nepal Rastra Bank (NRB).

Au cours des onze derniers mois, les transferts de fonds ont augmenté de presque 20%

Selon le rapport sur la situation macroéconomique et financière publié par la Nepal Rastra Bank (NRB), les transferts de fonds vers le Népal ont atteint 9,8 Mds USD au cours des onze derniers mois, marquant une augmentation de 19,3 % par rapport à la même période de l'année précédente. À titre de comparaison, l'année dernière, l'augmentation pour la même période était de 22,7 %, en raison d'un nombre plus important de travailleurs népalais à l'étranger. Le rapport précise que 422 936 travailleurs népalais ont reçu une première autorisation d'emploi à l'étranger au cours des onze derniers mois, tandis que 262 705 ont obtenu une autorisation de réadmission. L'année précédente, ces chiffres étaient respectivement de 459 415 et 260 262.

Pakistan

FMI - Accord des services du Fonds monétaire international pour un nouveau programme de 7 Mds USD

Le FMI a annoncé le 12 juillet dernier qu'un accord des services (staff level agreement – SLA) a été conclu avec les autorités pakistanaïses pour un nouveau programme qui prendrait la forme d'une facilité élargie de crédit (EFF) d'une durée de 37 mois et d'un montant de 5,320 M DTS (7 Mds USD). Cette annonce fait suite à la mission des services du Fonds à Islamabad du 13 au 23 mai, conduite par le chef de mission Pakistan Nathan Porter. L'approbation de ce programme sera soumise à un vote du Conseil d'administration du Fonds dans les prochaines semaines et reste conditionnée par l'obtention de garanties de financements complémentaires de la part des partenaires du Pakistan (bilatéraux et institutions financières internationales).

Ce programme s'inscrit dans la continuité des efforts de stabilisation macroéconomique initiés dans le cadre de l'accord de confirmation (standby arrangement – SBA) de 2023 dont il reprend les principaux objectifs : (i) la poursuite des efforts de consolidation budgétaire et de stabilité des finances publiques ; (ii) le maintien d'une politique monétaire restrictive pour lutter contre l'inflation, (iii) assurer un fonctionnement normal du marché des changes pour reconstituer les réserves de

change, (iv) l'amélioration de la gestion des entreprises publiques et la poursuite du programme de privatisation, (v) la réforme du secteur de l'énergie.

Dans son communiqué, le Fonds évoque une nécessaire réforme de la fiscalité qui passe par l'élargissement de la base fiscale à de nouveaux secteurs, notamment en intégrant les revenus des secteurs du commerce de détail, de l'exportation et de l'agriculture, et la suppression des exonérations fiscales. Le Fonds évoque également le rééquilibrage entre les provinces et l'échelon fédéral et notamment la nécessité d'accroître la collecte fiscale au niveau des provinces, en particulier la taxe sur les ventes de services et l'impôt sur les revenus agricoles. Les provinces se sont ainsi engagées à harmoniser entièrement leur régime d'impôt sur le revenu agricole avec le régime fédéral d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, à compter du 1er janvier 2025.

FMI – le Fonds maintient ses prévisions de croissance pour le Pakistan à 3,5% en 2025.

Dans son rapport World economic outlook publié cette semaine, le Fonds monétaire international garde inchangées ses prévisions de croissance pour le Pakistan pour l'exercice budgétaire 2024-2025, à 3,5%, après avoir enregistré une croissance de 2% lors de l'exercice budgétaire 2023-24. Cette projection est légèrement inférieure à l'objectif de 3,6 % du gouvernement pakistanais, hypothèse retenue dans le dernier budget, et s'inscrit dans un contexte de ralentissement de l'activité économique mondiale et de persistance des risques inflationnistes.

Commerce extérieur – les exportations pakistanaïses vers l'Europe en baisse en 2024

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice budgétaire 2023-24, les exportations pakistanaïses vers les pays de l'Union européenne ont enregistré une baisse de 6,27%, malgré l'extension du régime SPG+ de l'UE (système des préférences généralisées plus) qui octroie aux pays bénéficiaires un accès en franchise et sans contingent pour presque toutes leurs exportations.

Les exportations pakistanaïses se sont ainsi élevées à 6,1 Mds USD, contre 6,3 Mds USD sur la même période l'année dernière. Cette baisse serait due à une diminution de la demande de produits pakistanaïses en Europe.

L'Allemagne, les Pays-Bas, la France, l'Italie et la Belgique restent les principaux clients du Pakistan – mais pour ces pays, la baisse des exportations est encore plus sensible en 2024, où elle atteint 12% (2,9 Mds USD au cours des neuf premiers mois 2024 contre 3,4 Mds USD en 2023).

Sri Lanka

Nette amélioration des résultats des entreprises publiques

En 2023, selon les données publiées par le Ministère des finances, les 52 entreprises publiques ont dégagé un résultat net total avant impôt de 455,8 Mds de LKR (1,39 Md USD) contre une perte totale de 774,6 Mds de LKR (2,4 Mds USD) en 2022. Sur les 52 entreprises d'État, 40 ont enregistré un résultat net cumulé de 462,3 Mds de LKR (1,4 M USD) et 12 ont enregistré une perte nette cumulée de 6,5 Mds de LKR (19,8 M USD).

en 2023. Les trois secteurs qui, au cours des années précédentes, étaient source de pertes importantes, à savoir, l'énergie, l'eau et le transport aérien ont dégagé des résultats positifs en 2023. Dans le domaine de l'énergie, la Ceylon Petroleum Corporation et le Ceylon Electricity Board qui en 2022 avaient enregistré une perte cumulée record de 915 Mds LKR (2,8 Mds USD) ont dégagé un résultat net avant impôt de 181 Mds LKR (553 MUSD). Ce redressement s'explique principalement par la mise en place par le gouvernement, dans le cadre du programme FMI, de formules de calcul des prix des carburants et de la tarification de l'électricité reflétant les coûts réels de production et l'évolution de la parité entre la roupie sri-lankaise et le dollar. De même, dans le secteur de l'eau, le National Water Supply and Drainage Board, traditionnellement déficitaire, a dégagé un résultat net avant impôt de 5,3 Mds de LKR (16 MUSD) grâce à une hausse des tarifs de l'eau qui étaient bloqués depuis plusieurs années. En 2023, la Banque et la Finance sont, après l'énergie, le second secteur générateur de bénéfices avec un résultat net avant impôt qui s'est élevé à 129 Mds LKR (346 MUSD) par rapport à 101 Mds LKR (313 MUSD) en 2022. Ce secteur regroupe 7 établissements financiers, les deux plus importants étant Ceylon Bank et People's Bank. Les banques publiques occupent une place importante sur le marché bancaire à Sri Lanka, puisqu'elles détenaient, en 2023, 46,8% du total des actifs bancaires. Enfin, dans le secteur aérien, Airport and Aviation Services qui gère les aéroports a enregistré une augmentation de 51% de son chiffre d'affaires en 2023 grâce à la reprise du tourisme ce qui lui a permis de dégager un résultat net avant impôt de 28 Mds de LKR (85 MUSD) contre un résultat net de 4,8 Mds de LKR (14,9 MUSD) en 2022. La compagnie aérienne nationale, Sri Lankan Airlines, après des résultats déficitaires au cours de ses 4 derniers exercices comptables est parvenu sur les neufs premiers mois de l'exercice 2023/2024 à rééquilibrer ses comptes avec un résultat net légèrement positif d'1 Md LKR (3 MUSD). Pour mémoire, en 2023, le conseil des ministres a approuvé la cession des participations de l'État dans sept entreprises : Sri Lankan Airlines, Sri Lanka Telecom, Lanka Hospitals Corporation, Sri Lanka Insurance Corporation, Sri Lanka Insurance Corporation, Canwill Holding, Hotel Developers (Lanka) et Litro Gas Lanka. Le processus de sélection des repreneurs est en cours mais les décisions risquent d'être reportées après la tenue des élections présidentielles. L'unité de restructuration des entreprises d'État du ministère de l'économie et des finances est en train de rédiger un texte de loi qui prévoit la création d'une holding publique où seront logées toutes les participations de l'Etat.

Poursuite de la reconstitution des réserves de change

A la fin juin 2024, les réserves de change de la Banque centrale se sont élevées à 5,64 Mds d'USD soit 2,7 mois d'importations de biens et de services contre 5,4 Mds d'USD fin mai, et ce en dépit d'un déficit du commerce extérieur qui a tendance à se dégrader (+12,7% sur les cinq premiers mois de l'année dans un contexte de reprise de l'activité et de levée des restrictions sur les importations). La reconstitution progressive des réserves de change s'explique par les fortes hausses des transferts des travailleurs émigrés (+11,4%) qui ont atteint 3,1 Mds USD sur les 6 premiers mois de l'année 2024 ainsi que des recettes touristiques (+78%) qui ont atteint 1,5 Md d'USD et enfin par les décaissements des institutions financières internationales, avec notamment le versement de la 3^{ème} tranche de 300 MUSD du programme FMI.

Coopération économique Sino-sri lankaise

Lors de son discours à l'assemblée générale annuelle du conseil d'affaires Sri Lanka-Chine à Colombo, l'ambassadeur de la République populaire de Chine à Sri Lanka a souligné le partenariat solide et durable entre la Chine et le Sri Lanka. Il a rappelé que la Chine était le premier créancier bilatéral de Sri Lanka avec un encours de crédits d'environ 10 Mds USD et que la China EximBank ainsi que le Ministère des finances étaient parvenus à un accord sur la restructuration de cet encours le 26 juin dernier. Il a indiqué que l'entreprise d'Etat Sinopec avait décidé d'investir 3,2 Mds USD dans la construction d'une nouvelle raffinerie de pétrole dans le Sud du pays à Hambantota et qu'elle allait développer un réseau 200 stations-service dans l'ensemble de l'île. L'ambassadeur a également annoncé que les constructeurs automobiles BYD et Chery étaient parvenus à un accord respectivement avec les groupes sri lankais John Keells et Hayleys, pour commercialiser leur gamme de véhicules électriques. Enfin, l'ambassadeur a rappelé que la Chine souhaitait poursuivre les négociations pour parvenir à accord de libre-échange avec le Sri Lanka.

La stratégie nationale pour l'économie numérique pour 2030 à Sri Lanka

Lors du premier Sommet de l'investissement DigiEcon (DEGIS) 2024, le Président Ranil Wickremesinghe a exposé une vision stratégique pour moderniser et élargir l'économie sri-lankaise. Approuvée par le cabinet des ministres, la stratégie s'appuiera sur la transformation numérique, l'innovation technologique et des réformes éducatives d'ici 2030. Actuellement, la contribution de l'économie numérique de Sri Lanka s'élève à 4 MD USD ; l'objectif est de la porter à 15 Md USD d'ici 2030. Pour atteindre cet objectif, le Président a souligné l'importance de la technologie et d'une main-d'œuvre qualifiée pour la croissance économique. Tout en mettant en avant le tourisme et la modernisation de l'agriculture comme secteurs clés, il appelle les leaders industriels à collaborer. Il a annoncé des réformes institutionnelles pour développer des zones financières à Colombo afin d'attirer les investissements étrangers. Il a également proposé une restructuration de la formation professionnelle et la création de nouveaux établissements techniques et de gestion, y compris des universités spécialisées. Il a évoqué des collaborations avec des universités étrangères, notamment une branche de l'Institut Indien de Technologie de Chennai à Kandy, et a souligné l'importance de former une main-d'œuvre compétente pour l'économie numérique. Des mesures pour soutenir les travailleurs indépendants et le secteur privé, ainsi que des initiatives pour moderniser l'agriculture à travers des techniques intelligentes, ont également été mentionnées.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Positive	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr